

COVID-19 : LE SECTEUR AGROALIMENTAIRE CANADIEN FLORISSANT MALGRÉ LA PANDÉMIE

Services économiques d'EDC

20 août 2020

RÉSUMÉ

- Les perspectives à long terme sont dans l'ensemble positives pour le secteur agroalimentaire du Canada, vu la demande mondiale croissante des consommateurs de la classe moyenne.
- Les perturbations récentes associées aux politiques commerciales ont mené à des efforts de diversification des marchés et généré de nouveaux débouchés pour les producteurs canadiens, comme les exportateurs de produits de la mer.
- La COVID-19 a entraîné d'importantes perturbations économiques pour le secteur, notamment la transformation rapide des habitudes de consommation (épiceries plus grosses pour manger à la maison plutôt qu'au restaurant); la fermeture temporaire des usines de transformation des viandes; la difficulté de recourir à des travailleurs étrangers temporaires pour assurer la production; et la volatilité des cours, qui représente un risque financier accru pour les entreprises agricoles.
- Les exportations agricoles canadiennes ont fait preuve d'une bonne résilience, affichant des résultats largement supérieurs à la plupart des secteurs de l'économie sur le plan des expéditions de cultures et d'aliments transformés et de l'activité sur le marché du travail.
- On prévoit que les inquiétudes concernant la sécurité alimentaire, l'approvisionnement excessif à l'étranger et les vulnérabilités des chaînes d'approvisionnement stimuleront les investissements nationaux dans le secteur.
- L'évolution des tendances lourdes est aussi très porteuse pour certaines entreprises canadiennes spécialisées et non traditionnelles, particulièrement les producteurs d'aliments biologiques, de protéines végétales et de substituts laitiers.

CONTEXTE MONDIAL

Le Canada est un acteur de taille du secteur agroalimentaire sur l'échiquier mondial. Depuis 2011, le pays se classe au cinquième rang des exportateurs de produits de base agricoles et au onzième rang des fournisseurs de produits agroalimentaires, et il fournit aux autres pays un large éventail de produits. En 2017, le pays a exporté pour 63,9 milliards de dollars de produits agroalimentaires. Avant la COVID-19, les perspectives pour le secteur étaient positives, surtout à long terme. Malgré l'inquiétude qu'elles suscitent, les politiques commerciales américaines – parfois perturbatrices – des dernières années ont aussi encouragé les entreprises internationales à diversifier leurs chaînes

d'approvisionnements. Cette situation engendre de nouvelles occasions pour les producteurs agricoles canadiens de percer des marchés peu ou pas exploités comme le Japon et l'Union européenne.

En outre, les tensions commerciales entre les États-Unis et la Chine augmentent l'attrait des entreprises canadiennes en tant que remplacement viable des producteurs américains. La demande mondiale pour les produits de la mer s'est également avérée forte, surtout en raison de la demande grandissante de la classe moyenne pour des protéines plus saines. Comme la croissance de la demande dépasse celle de l'offre pour la plupart des espèces, les cours des produits de la mer ont augmenté au fil du temps. Le Canada a brièvement profité de cette conjoncture, mais les difficultés commerciales croissantes entre le Canada et la Chine nuisent à de plus en plus d'exportateurs canadiens, poussant les entreprises agricoles à diversifier leurs destinations d'expédition.

La COVID-19 a causé une crise économique mondiale majeure et grandement perturbé le commerce dans tous les secteurs de l'économie. La chute fulgurante de l'activité économique et les mesures d'éloignement social ont été une source de volatilité sur le plan de l'offre et de la demande de produits agricoles et alimentaires, ce qui a parfois influé sur la viabilité financière et les intentions d'investissement des producteurs.

Les dépenses et les préférences des consommateurs ont aussi changé. Les mesures d'éloignement et de confinement ont entraîné la fermeture de nombreux restaurants, bars et services de restauration. Les consommateurs se sont adaptés aux restrictions, dépensant plus pour l'épicerie pour se nourrir à la maison.

PERSPECTIVES MONDIALES

Dans l'ensemble, les perturbations des activités économiques et financières découlant de la COVID-19 auront une incidence négative sur le secteur agroalimentaire à l'échelle mondiale. Voici les trois problèmes touchant le secteur :

1. La demande a beaucoup changé dans le contexte du ralentissement économique causé par la COVID-19. Les services de restauration sont parmi les plus touchés en raison du déclin du tourisme, de la consommation de détail et de la restauration. La demande étant réduite, certaines usines de traitement voient leurs commandes s'amenuiser et réduisent par conséquent leurs achats auprès de producteurs agricoles en amont. De plus, la demande a considérablement changé en raison du fait que les consommateurs cuisinent dorénavant presque tous leurs repas à la maison (portions plus petites, différents aliments).
2. Les chaînes d'approvisionnement ont été lourdement touchées et pourraient prendre du temps à revenir aux niveaux d'avant la COVID-19. La production agroalimentaire en amont dépend beaucoup de la main-d'œuvre, et elle pourrait donc être freinée par les diverses mesures pour limiter la propagation du virus, en plus d'être mise à mal par les pénuries de

main-d'œuvre. Dans la plupart des marchés développés, les producteurs ont recours à des travailleurs étrangers temporaires, et les restrictions sur les déplacements rendent difficile de les faire venir à temps pour la saison de la production et de la dernière récolte.

3. Les producteurs agricoles sont vulnérables aux fluctuations des cours, qui ont été significatives tout au long de la crise, mais ont généralement diminué comparativement au début de la pandémie, particulièrement du côté du maïs et d'autres produits primaires comme le sucre, le soya, le bétail et le porc. Ces pressions représentent un risque financier accru pour beaucoup de producteurs agricoles.

Malgré les défis à court terme, les perspectives à long terme sont stables, et parfois même positives, pour une bonne part du secteur. À l'échelle mondiale, le secteur agroalimentaire est très diversifié, et les principaux pays producteurs ont constitué des chaînes d'approvisionnement relativement avancées. Toutefois, pour continuer à se développer de manière durable, le secteur requiert une augmentation des investissements en recherche et développement et dans les infrastructures. Des politiques publiques appropriées sont aussi nécessaires pour réduire les coûts, renforcer les connaissances en matière de gestion du risque et améliorer l'accès aux technologies, en particulier dans les régions rurales, en vue d'aider les marchés sous-développés et favoriser la production alimentaire à valeur ajoutée.

BILAN AU CANADA

Au Canada, les pénuries de main-d'œuvre représentent un défi majeur pour le secteur, qui dépend aussi fortement des travailleurs étrangers temporaires. Les employés des usines de transformation des aliments doivent travailler près les uns des autres, ce qui rend difficile la protection de leur santé et de leur sécurité et augmente les besoins d'équipements de protection individuelle. Ainsi, plusieurs usines de transformation des viandes ont interrompu leurs activités en raison de la COVID-19. Si certaines ont repris leurs activités normales, d'autres continuent de fonctionner à capacité réduite par conformité aux mesures de santé et de sécurité.

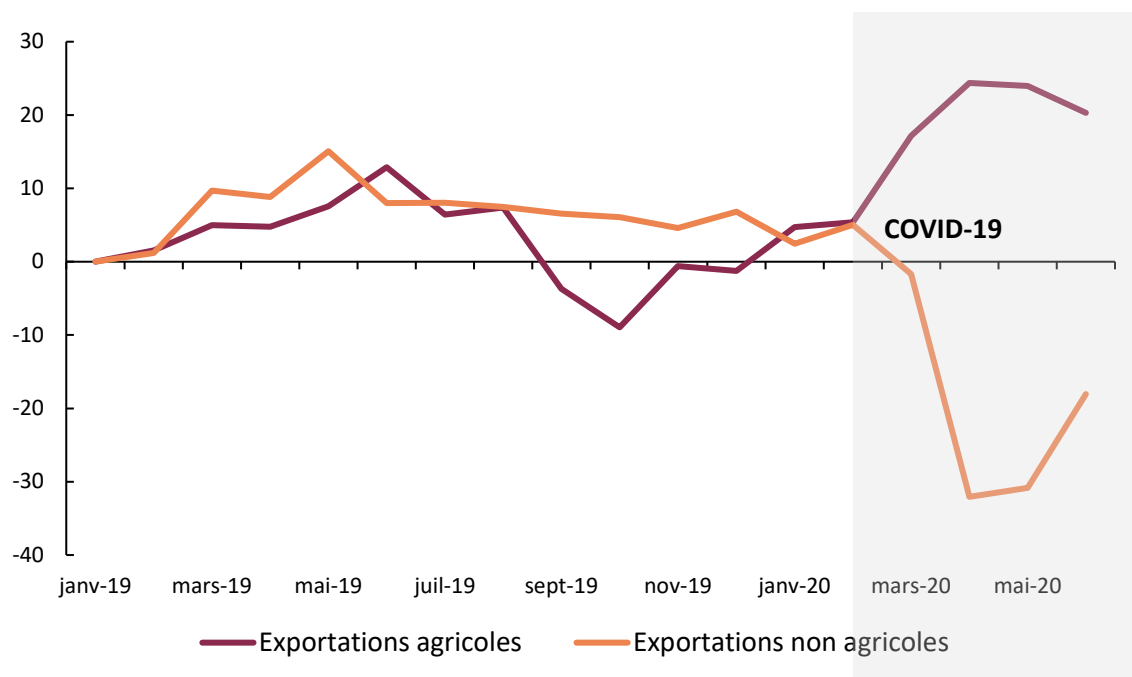
À l'exception du **blé**, les cours des produits agricoles devraient rester bas à court terme, vu la faible demande et les contraintes logistiques. Bien que le commerce international de produits alimentaires ait recommencé, la portée et la rapidité de la reprise du secteur dépendront de la relance économique globale. Dans les années à venir, les discussions entourant la sécurité alimentaire (accès fiable à des aliments nutritifs et abordables), la dépendance excessive au commerce à l'étranger et les vulnérabilités des chaînes d'approvisionnement pourraient stimuler les investissements nationaux dans le secteur agroalimentaire canadien.

RÉSILIENCE RÉCENTE DU SECTEUR À L'HEURE DE LA COVID-19

Les exportations agricoles canadiennes ont fait preuve d'une bonne résilience durant la crise de la COVID-19. Depuis février, elles ont grimpé de 14 %, alors que le reste des exportations ont chuté de 22 %. Une part de ces gains est attribuable aux cours élevés du blé, du canola et, dans une moindre mesure, du soya par rapport à 2019, les préoccupations en matière d'approvisionnement ayant favorisé les achats préventifs.

EXPORTATIONS CANADIENNES AGRICOLES ET NON AGRICOLES

Variation en pourcentage depuis janvier 2019



Source : Statistique Canada

Du côté du marché du travail, bien que le nombre d'heures travaillées ait diminué dans tous les secteurs au Canada entre février et juin 2020, le secteur agroalimentaire a connu une des baisses les moins marquées.

VARIATION DES HEURES TRAVAILLÉES DEPUIS LE DÉBUT DE LA PANDÉMIE

Variation en pourcentage entre février et juin 2020, par secteurs

Ensemble de l'économie		-15	
Biens	-12	Services	-15
Technologies agricoles	-9	Commerce de détail et de gros	-11
Produits forestiers et de la pêche, exploitation minière, pétrole et gaz naturel	-13	Transport et entreposage	-20
Services publics	-2	Finances, assurances, biens immobiliers	-6
Construction	-18	Services professionnels	-13
Fabrication	-9	Services de soutien aux entreprises	-19
		Éducation	-11
		Soins de santé et assistance sociale	-11
		Information, culture, loisirs	-25
		Services d'hébergement et de restauration	-47
		Autres services personnels	-27
		Administration publique	-3

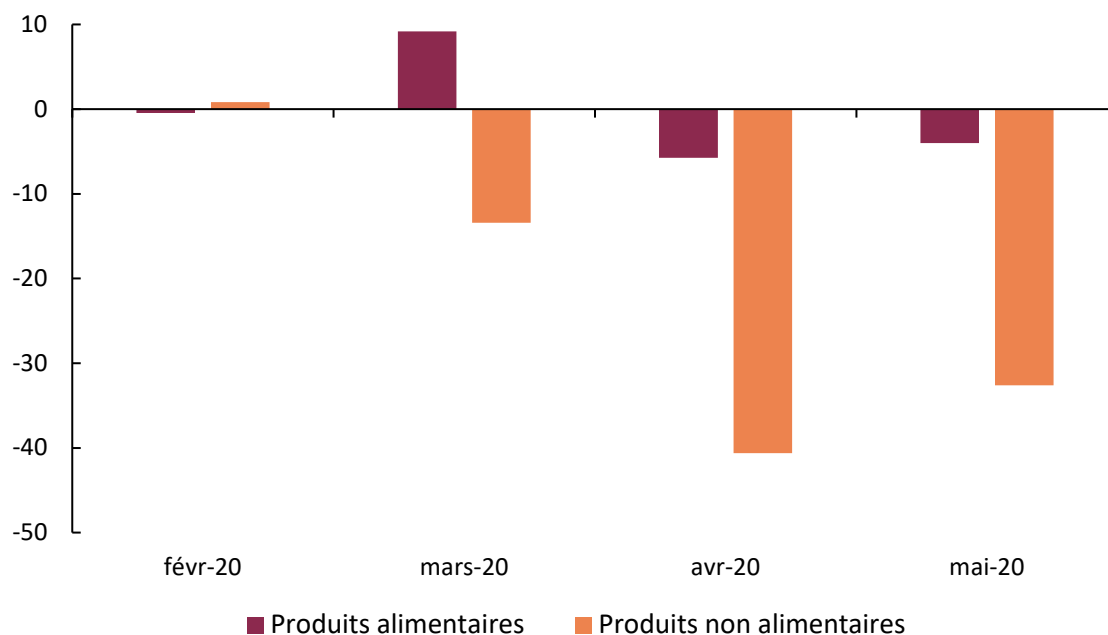
Source : Statistique Canada

Qui plus est, même si la production manufacturière a beaucoup souffert durant la phase initiale de la pandémie, la transformation des aliments a fait un bond remarquable en mars, au début du confinement, qui est attribuable à la transition rapide des dépenses de consommation vers les achats liés au domicile et à la vague d'emmagasiner suscitée par la crainte d'une pénurie.

Depuis l'assouplissement des mesures de confinement, les ventes de produits alimentaires ont ralenti, mais elles continuent de surclasser largement celles du reste du secteur manufacturier du Canada.

VENTES DU SECTEUR MANUFACTURIER CANADIEN

Variation en pourcentage par rapport à janvier 2020



Source : Statistique Canada

RÉPERCUSSIONS DE LA COVID-19 SUR LES REVENUS AGRICOLES

Jusqu'à maintenant cette année, les revenus agricoles canadiens ont subi les contrecoups de la COVID-19. Si les cours demeurent avantageux pour certains produits comme la viande transformée de bœuf et de porc, les chaînes d'approvisionnement ont été plombées par la réduction de la demande globale et les mesures de confinement. Ainsi, Financement agricole Canada (FAC) prévoit une baisse de 2 % pour l'ensemble des revenus agricoles cette année, dans la foulée d'une augmentation de 6 % en 2019.

REVENUS AGRICOLES CANADIENS

	MILLIARDS DE DOLLARS		CROISSANCE	
	2019	2020P	2019	2020P
TOTAL	66,1	64,5	6 %	-2 %
GRAINS ET OLÉAGINEUX	24,2	24,3	-4 %	0 %
BŒUF	9,4	8,9	3 %	-5 %
PRODUITS LAITIERS	7,0	6,6	5 %	-5 %
PORC	4,6	4,2	12 %	-7 %
VOLAILLE	3,3	3,1	4 %	-4 %
ŒUFS	1,2	1,2	6 %	-4 %

Sources : Statistique Canada et Financement agricole Canada (projections)

OCCASIONS STRATÉGIQUES FUTURES

Les relocalisations, en particulier pour la transformation des aliments, pourraient parvenir à stimuler les investissements dans le secteur agroalimentaire canadien, mais il faudra du temps et des efforts, et les attentes des consommateurs en matière de prix et de variété doivent être satisfaites.

L'exploration et l'exploitation des tendances lourdes pourraient présenter d'excellentes occasions pour les entreprises canadiennes spécialisées et non traditionnelles. Les débouchés décrits ci-dessous pourraient apporter des résultats positifs, potentiellement avec l'aide d'Exportation et développement Canada (EDC), qui peut offrir du soutien, bâtir des partenariats, faciliter l'investissement direct entrant et sortant pour de nouvelles facilités et réaliser des fusions et acquisitions pour réduire les coûts.

Produits biologiques

- L'intérêt grandissant pour des solutions plus durables et écologiques à l'échelle mondiale fait des produits biologiques et naturels – un domaine où le Canada excelle déjà – une occasion idéale pour les fabricants d'ici. Selon un [rapport d'EDC sur le secteur des aliments biologiques](#), ce marché génère plus de 5 milliards de dollars au Canada.
- La concurrence mondiale accrue dans le secteur de la production agricole pourrait être une occasion pour les entreprises canadiennes de vendre des produits à valeur ajoutée sur ces marchés.

Protéines végétales et substituts laitiers

- Le marché mondial du bétail se chiffre à 12 000 milliards de dollars américains. Les ventes de produits à base de viande aux États-Unis – le plus gros acheteur de viandes canadiennes – totalisaient 74 milliards en 2018-2019. Les ventes dans les marchés développés, particulièrement les États-Unis et l'Europe, connaissent un ralentissement persistant, les consommateurs devenant plus soucieux de leur santé et de l'environnement.
- Le fléchissement sur les marchés développés sera en partie compensé par la croissance dans les marchés émergents, y compris en Chine. Selon les [Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2017-2026](#), la consommation chinoise de viande devrait atteindre un sommet d'ici 2030. De plus, les entreprises productrices de substituts de viandes prennent des mesures proactives pour percer le marché asiatique.
- L'offre sera limitée en grande partie par des considérations environnementales (utilisation des terres et des eaux, intrants agricoles réservés à des usages plus durables, etc.). Ces nouvelles tendances ne signent pas l'arrêt de mort du secteur du bétail et des viandes transformées, mais on s'attend à ce que les consommateurs diversifient leurs sources de protéines pour réduire leur consommation de protéines animales, tant pour des raisons de santé que de durabilité.

- Bien que la demande de protéines végétales sur le marché mondial demeure inférieure à la demande de protéines animales, le secteur grossit rapidement pour répondre à la demande croissante pour des substituts de viande et de produits laitiers.
- Aux États-Unis, le chiffre d'affaires total du secteur des protéines végétales a atteint 800 millions de dollars américains en 2018-2019, et les entreprises investissent massivement pour accroître leur part du marché grandissant des protéines végétales et des substituts laitiers.
- Le secteur canadien des légumineuses a comme objectif que d'ici 2025, 25 % de sa production soit destinée à des produits de substitution comme de la nourriture pour animaux et des protéines végétales. En outre, les entreprises investissent dans leur capacité de production de protéines végétales, plus particulièrement les protéines de pois, qui sont les moins coûteuses à produire et constituent l'ingrédient principal de produits populaires.

EMPREINTE SECTORIELLE DU CANADA

SECTEUR	PRODUIT INTÉRIEUR BRUT (déc. 2019)	NOMBRE D'EMPLOIS (2019)	NOMBRE D'ENTREPRISES (déc. 2019)
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	40,8 G\$ (2 % du total)	351 700 (2 % du total)	Total : 49 570 Petites : 49 253 Moyennes : 305 Grandes : 12

Nota – Ces chiffres ne représentent pas l'ensemble de l'activité économique pour le secteur, puisqu'ils n'incluent que la production agricole primaire, et pas les services de restauration et la fabrication d'aliments, qui en constituent un pan important.

À PROPOS DU PRÉSENT RAPPORT

Le présent rapport fait partie d'une série de brefs rapports rédigés par le personnel des Services économiques d'EDC sur les contrecoups de la COVID-19 sur le commerce et l'investissement international du Canada. Les opinions exprimées dans ce rapport sont celles de l'auteur et ne doivent être attribuées ni à Exportation et développement Canada, ni à son Conseil d'administration.

Le rapport a été rédigé par Andrea Gardella, vérifié par Ian Tobman et Stephen Tapp et revu par Janet Wilson, avec l'aide de Mohammed Rajpar et de Jerry Wang pour les recherches.

AVIS DE NON-RESPONSABILITÉ

Ces rapports, qui compilent des renseignements publics, ne visent pas à fournir des conseils précis, et les lecteurs ne doivent pas les considérer comme une source sûre. Aucune mesure ou décision ne doit être prise sans la tenue de recherches indépendantes et l'obtention de conseils professionnels. Même si EDC déploie des efforts raisonnables pour s'assurer que les renseignements contenus dans ces rapports sont exacts au moment de leur publication, EDC n'offre aucune garantie quant à leur exactitude, leur actualité ou leur exhaustivité et ne fait aucune représentation à cet effet. EDC n'est pas responsable des pertes ou dommages occasionnés par des erreurs ou omissions.